

Communiqué de presse des Fédérations CGT des travailleurs de la métallurgie, des banques et assurances, des finances, des activités postales et de télécommunications

La CGT exige les moyens financiers pour développer l'activité du chantier naval de Saint-Nazaire.

Les salariés de STX France, filiale du groupe Sud Coréen, où l'Etat français par le biais du Fonds Stratégique d'Investissement (FSI) détient 34 % du capital, sont mis en chômage technique à cause d'une baisse d'activité sans précédent. Face à un retrait de l'armateur Norvégien Viking pour la construction de deux paquebots la direction annonce 2500 jours de chômage supplémentaires soit un total de 11.600 jours pour les 2100 salariés de STX, avec des conséquences plus inquiétantes pour les 4000 salariés intérimaires et des entreprises sous traitantes concernés par l'activité du chantier naval.

L'armateur norvégien qui a passé la commande en décembre 2011, aurait renoncé à présent sous prétexte qu'il n'arrive pas à boucler son plan de financement.

Alors que la question de l'industrie devient un enjeu majeur pour l'économie et le social du pays et occupe une place importante dans le débat public à l'occasion des élections politiques le rôle et la responsabilité des banques pour financer ces deux paquebots sont fortement posés. Les pouvoirs publics et la direction de STX doivent s'impliquer fortement pour créer les conditions du maintien de l'activité et des emplois. Les leviers existent pour que l'Etat impose un financement et les outils ne manquent pas (Coface, FSI, Caisse des dépôts). Des milliards d'Euros sont attribués, sous différentes formes aux entreprises, et on ne trouverait pas un plan de financement pour l'industrie navale et l'ensemble de la filière maritime.

Les besoins de navires et de paquebots existent, la CGT revendique depuis des mois une véritable politique de développement de la filière industrielle navale en France, à partir du potentiel, des savoir faire et des compétences existants, comme le chantier naval de Saint Nazaire.

Prenant appui sur sa proposition de la création d'un pôle public, la CGT appelle les salariés du chantier à un rassemblement le mercredi 18 avril et exige l'organisation rapide d'une table-ronde rassemblant les représentants des salariés, la direction de l'entreprise, les banques et autres institutions financières comme la Caisse des Dépôts, la Banque postale, les représentants de l'Etat notamment le préfet et le ministère de l'Industrie pour faire des propositions concrètes pour mettre fin à cette situation scandaleuse.

Les salariés avec leurs élus syndicaux doivent avoir tous les éléments de la part de la direction, sur la réalité financière, économique et sociale de ces contrats.

Préparer l'avenir, c'est donner les moyens à des investissements tant sur le plan industriel que pour le développement de l'emploi et des qualifications. Il y a urgence pour que les salariés aient des réponses à leurs attentes et revendications !

Contact presse :
MARIE VERGNOL
01.48.18.21.33

Montreuil, le 12 avril 2012